

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNCF BERCY RAPEE

65 RUE BARON LE ROY 75012 PARIS

Références : 3594
Code AIOT : 0007404084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement SNCF BERCY RAPEE implanté 65 RUE BARON LE ROY 75012 Paris. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement SNCF BERCY RAPEE implanté 65 RUE BARON LE ROY 75 012 PARIS. La précédente inspection du 16/11/2022 n'avait pas fait l'objet d'un rapport.

La SNCF exploite ces entrepôts classés sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour laquelle le risque incendie est le plus redouté.

L'établissement faisant objet de deux arrêtés de mise en demeure datant du 29/10/2008 et du 15/06/2019, cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action de suivi des mises en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF BERCY RÂPÉE
- 65 RUE BARON LE ROY 75012 Paris
- Code AIOT : 0007404084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SA SNCF Immobilier exploite sur le site de Bercy La Râpée, Paris 12^e, plusieurs entrepôts de stockage, ne comportant pas de matières dangereuses.

Les installations ont été autorisées par arrêté préfectoral en date du 16/03/2001. L'installation dispose d'une autorisation environnementale par antériorité.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque incendie	AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe I	Levée de mise en demeure
2	Installations électriques et équipements métalliques	AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe I	Levée de mise en demeure
3	Déchets	AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe I	Levée de mise en demeure
4	Conditions de stockage	AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe I	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des progrès notables en matière de prévention et de gestion du risque incendie sur le site SNCF de Bercy la Râpée.

Ces progrès permettent **de lever la mise en demeure notifiée par l'arrêté préfectoral du 15/07/2019.**

L'exploitant s'est engagé à corriger les anomalies du système de détection incendie afin d'éliminer les alarmes intempestives **pour fin mars 2025.**

L'exploitant s'est également engagé **pour fin juillet 2025 :**

- à établir un plan de défense incendie (PDI)
- à mobiliser la BSPP pour un exercice de défense incendie
- à transmettre les plans de localisation des RIA et extincteurs sur les halls de stockage RAPEE et LAME, avec le suivi des actions de contrôle.

Enfin, la SNCF doit se mettre en conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en mettant en œuvre une procédure de gestion globale des déchets de l'ensemble du site et de ses locataires, permettant l'élimination des déchets vers des filières adaptées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
Prescription contrôlée : Installer un système de détection incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou proposer une mesure compensatoire.
Constats : L'inspection des installations classées (IIC) a constaté que le système incendie a bien été installé. Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'alarmes intempestives expliquées par des capteurs inadaptés dans certaines cellules de stockage. La SNCF s'est engagée à apporter ces correctifs sur son système de détection incendie pour fin mars 2025. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de lever la mise en demeure sur cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Équiper les entrepôts d'une protection contre la foudre adaptée
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que des protections contre la foudre ont été installées sur les bâtiments des entrepôts de BERCY RAPEE. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de lever la mise en demeure sur cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Supprimer tous les dépôts sauvages de déchets
Constats : L'inspection des installations classées (IIC) constate que les dépôts sauvages de déchets ont été supprimés dans les cellules de stockage. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de lever la mise en demeure sur cette prescription. La SNCF s'est engagée par ailleurs, à mettre en place une procédure de gestion centralisée des déchets pour l'ensemble du site et ses locataires afin de répondre aux objectifs du point 1.7 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant devra transmettre cette procédure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/07/2019, Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Distance minimale de stockage
Prescription contrôlée : Maintenir dégagés les passages entre les stockages, de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre l'accès aux différentes cellules des entrepôts à tout moment et d'évacuer les stockages se trouvant dans les volumes désaffectés du niveau Râpée Inférieure.
Constats : L'inspection des installations classées constate que le niveau inférieur de la Râpée a bien été libéré de tout stockage. La hauteur maximale de stockage de dix mètres ainsi que les largeurs minimales de deux mètres des allées sont respectées dans les cellules de stockage du niveau Râpée supérieure visitées par l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de lever la mise en demeure sur cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure